

**ECLATEMENT DES CULTURES, ECONOMIE SOUTERRAINE DE
RENTE ET CRISE DES MODELES TRADITIONNELS
D'INTEGRATION SOCIALE PAR DELA LES DIVISIONS NORD/SUD**

Jean RIVELLOIS
Chargé de recherche ORSTOM

Le cas de la frontière nord du Mexique a été choisi comme laboratoire des transformations politiques, culturelles et sociales parce que, du fait de sa situation frontalière, cette région est à l'avant garde des restructurations imposées au système mexicain - notamment à cause de la contagion de proximité d'un modèle alternatif nord-américain d'intégration. La frontière est donc le lieu où s'opèrent ces médiations qui renouvellent la société mexicaine dans sa structure. Parmi les éléments déterminants qui ont favorisé l'émergence d'un modèle frontalier de développement, il faut relever certaines particularités locales :

* c'est une région qui connaît depuis longtemps une forte croissance économique, du fait de l'installation de nombreuses entreprises d'exportation¹ sur son territoire; celles-ci bénéficient ainsi de la proximité du marché nord-américain, mais également des faibles coûts de la main d'oeuvre locale;

* la croissance économique locale favorise le marché de l'emploi et attire de ce fait un flot de main d'oeuvre venant du reste du pays²; la majorité de ces migrants se retrouvent coupés de leurs racines culturelles et sociales traditionnelles et se regroupent dans les centres urbains proches de la frontière;

* la frontière entre le Mexique et les Etats-Unis, plus qu'une délimitation entre deux pays, apparaît comme la ligne de fracture qui sépare le nord et le sud; de ce fait, elle concentre autant les richesses générées par l'industrialisation que la pauvreté qui résulte de l'exploitation de la main d'oeuvre; en outre, une partie de plus en plus importante de la population (surtout parmi les jeunes générations, c'est-à-dire les enfants des migrants qui se sont installés près de la frontière pour trouver un emploi) est en voie -ou en situation- de marginalisation croissante, car l'intégration sociale passe de moins en moins par l'apprentissage d'un métier et par l'adhésion à la valeur "travail"; de ce fait,

1. Ces entreprises peuvent être nationales, multinationales ou de type "maquiladoras"; ces dernières sont des usines d'assemblage installées en zone franche sur le territoire mexicain et qui sont tenues d'exporter la presque totalité de leur production.

2. Le programme "maquiladoras", élaboré conjointement par les autorités nord-américaines et mexicaines au début des années 1960, avait également comme objectif de freiner les migrations mexicaines vers les Etats-Unis.

un nombre croissant de jeunes se retrouve en situation de "disponibilité" professionnelle, et donc particulièrement vulnérables pour être "captés" par des clientèles illicites;

* cette région frontalière au nord du Mexique, parce qu'elle est une zone stratégique de production et de circulation de drogue³, apparaît comme un "réservoir" de violence et d'activités illicites qui débouchent sur la constitution d'une société parallèle caractérisée par la promotion d'une culture de la marge et la valorisation d'une économie souterraine de rente;

* la région nord est traditionnellement "écartée" entre sa proximité géographique avec les Etats-Unis et son appartenance politique à l'entité nationale mexicaine; il en résulte une culture particulière s'exprimant à travers un régionalisme qui tourne ostensiblement le dos au "centralisme bureaucratique" de la capitale du pays;

* enfin, sur le plan politique, la région nord apparaît comme un laboratoire de démocratie électorale et d'alternance politique, ce qui la distingue du reste du pays; ainsi, depuis 1986, c'est cette région qui a le plus contesté et affiché son refus de la domination sans partage exercée par le PRI⁴ au niveau national; la contestation -plus libérale que socialiste ou social-démocrate- du système dominant est portée, dans la région nord, par le PAN (Parti d'Action Nationale) qui canalise des réseaux de contestation aussi divers que ceux des grands entrepreneurs et ceux des populations appartenant aux quartiers les plus populaires; ce parti dispose actuellement de noyaux d'implantation importants dans les Etats frontaliers de Basse Californie et du Chihuahua (où il contrôle les gouvernements locaux et de nombreuses municipalités); de fait, afin de s'adapter aux nouvelles aspirations politiques et de conserver le pouvoir, le PRI s'est lui-même modernisé en reprenant à son compte la politique "gestionnaire" revendiquée par le PAN, ce qui a permis au PRI "moderniste" (sous l'impulsion de l'actuel président Salinas de Gortari, qui est l'instigateur de cette mutation) de s'implanter dans les Etats frontaliers de Sonora et du Nuevo Leon; il en résulte actuellement une proximité des programmes politiques entre le PRI moderniste et le PAN - quelque peu comparable au type de différences qui séparent le parti démocrate et le parti républicain aux Etats-Unis; il en résulte également qu'à l'heure où la frontière est gagnée à l'idéologie libérale, ce mouvement risque de se propager jusqu'à remettre en cause la domination exclusive que le PRI exerce encore aux niveaux fédéral et gouvernemental.

Cependant, les changements perceptibles à la frontière nord ne sont pourtant pas d'une radicalité qui impliquerait un bouleversement complet des sociétés concernées. Certaines forces d'inertie sont à l'oeuvre; le consensus n'est pas unanime dans

3. Outre les productions locales comme la marijuana (vieille culture locale) et le pavot que l'on trouve sur le territoire de indiens Tarahumaras (ils occupent les cañons et les terres basses de la Sierra Madre occidentale), il faut rappeler que le Mexique est un important producteur d'opium (estimation de 85 tonnes en 1989) et le plus grand producteur mondial de cannabis (42.283 tonnes estimées pour la même année par The NNICC Report 1989, juin 1990); de plus, le Mexique est un des plus importants carrefours de toutes les drogues (marijuana, héroïne, cocaïne, amphétamines, hallucinogènes divers) qui inondent le marché nord-américain et notamment de la filière de la cocaïne fabriquée en Colombie dans les laboratoires du Cartel de Medellín.

4. Les groupes qui contrôlent le PRI (Parti Révolutionnaire Institutionnel) dirigent le pays depuis la Révolution de 1919.

l'acceptation de la politique d'ouverture et de recherche de consensus. La société s'adapte au nouveau contexte en modifiant certaines habitudes liées au passé protectionniste (sur le plan économique), mais aussi en préservant des méthodes d'action et des discours de légitimation qui ont jusqu'à présent permis la reproduction du pouvoir ainsi qu'une pacification des rapports sociaux par un savant dosage du partage des pouvoirs et des richesses entre le niveau local et le niveau fédéral.

Il n'en demeure pas moins que la culture frontalière du nord du Mexique est innovante en ce qu'elle actualise une coexistence entre des structures archaïques d'intégration (telles que la corruption, l'usage de la violence, le clientélisme, l'abus de pouvoir, les pratiques tolérées de dérogation à la Loi) et des formes modernes d'exercice du pouvoir ou de socialisation (le respect du vote, le multipartisme, l'alternance politique, la justice fiscale, la transparence de la gestion et le culte de "la moralité politique"). Cette médiation des contraires est porteuse d'un renouveau de la société mexicaine dans son ensemble, et elle préfigure des tensions dans l'adhésion à des modèles culturels divergents ainsi que dans la défense d'intérêts corporatistes opposés.

1. Les stratégies de survie comme fondements d'une société parallèle

Dans la région frontalière au nord du Mexique, la croissance économique locale qui est impulsée principalement par la présence de l'industrie "maquiladora" ne semble pas déboucher sur un développement social différent de celui qui caractérise les autres Etats de la République mexicaine; simplement, ici, les richesses sont plus apparentes qu'ailleurs - ce qui rend la pauvreté plus évidente (surtout dans les périphéries populaires des grandes villes) - et les conditions de travail en usine, pour les ouvriers, sont toujours aussi éprouvantes; néanmoins, cette région demeure encore un endroit où tout semble possible et où il paraît facile de réaliser de "bonnes affaires", tout en profitant d'un mode de vie ou de rémunérations plus proches du standard américain idéalisé; c'est ce qui explique que cette région frontalière attire autant de migrants à la recherche d'un emploi, et que le patronat y apparaît plus dynamique que dans le reste du pays.

Malgré tout, pour la majorité des migrants, la réalité rattrape vite le rêve et ils se rendent rapidement compte que, s'il existe de grandes richesses produites ou accumulées localement, celles-ci ne bénéficient pas à tout le monde. Nombre d'entre eux se satisfont cependant des possibilités offertes par le marché de l'emploi et font leur deuil de l'Eldorado espéré. D'autres, surtout parmi les jeunes générations, se sentent prêts à forcer par tous les moyens les portes de l'Eldorado et cherchent des activités lucratives à la marge du système. Le désenchantement vis-à-vis des structures socio-professionnelles traditionnelles («à quoi bon travailler pour sacrifier notre vie, comme l'ont fait nos parents dont la durée et les conditions de travail ne leur permettent pas d'assurer un bien être décent à eux mêmes et à leur famille ?») se mêle à un sentiment de révolte qui conduit à la marginalisation nombre de migrants de la deuxième génération; refusant d'adhérer au mimétisme issu du modèle

socio-culturel dominant⁵, se sentant incapables d'accéder à un statut social supérieur à cause d'un manque de formation et d'une absence de possibilités de promotion professionnelle, ils adoptent donc des comportements et des conduites à travers lesquels ils manifestent leur désir de gagner le plus possible dans le moins de temps possible, ou alors ne rien faire. Toute une partie de cette deuxième génération se retrouve donc potentiellement exclue, prête à "verser" dans des pratiques de transgression plus ou moins violentes qui conduiront ces jeunes à survivre par des trafics de toutes sortes, jusqu'à tomber dans une délinquance dont il est si difficile de sortir. C'est cette frange exclue de la population qui composera la clientèle de base d'une autre catégorie de nouveaux entrepreneurs : les trafiquants de drogue; l'organisation sociale qui constitue le fondement des activités illégales de ces trafiquants apparaît non seulement comme un ciment d'intégration sociale, mais également comme devant favoriser une promotion individuelle rapide et "virile" à chacun de ses membres.

Les pratiques illicites qui fondent l'économie souterraine des sociétés parallèles - d'où se développe le processus de captation/accaparement/redistribution sélective des richesses - favorisent en fait la reproduction de systèmes politiques faussement démocratiques (car l'abus d'autorité, l'influence ou l'ingérence sont à la base des dérogations recherchées), et contribuent au sous-développement du sud; en effet, de telles pratiques accentuent, plutôt qu'elles ne les réduisent, les inégalités entre les plus riches et les plus pauvres, aboutissant à la constitution d'une société duale où tout espoir de promotion sociale est vain en dehors du cercle des familles établies⁶. Cependant, il s'avère nécessaire d'établir une distinction entre les systèmes fondés sur une relation corruptrice d'interdépendance - où la redistribution des richesses s'opère entre, d'une part les marges internes du système et, d'autre part, le centre qui contrôle ces marges - et ceux à travers lesquels s'est insinuée une relation corruptrice d'intégration dépendante - lorsque les agents de l'économie souterraine illégale, issus des marges externes, acquièrent une position influente ou dominante au centre du système, et utilisent les énormes capitaux dont ils disposent pour rendre leurs partenaires financièrement "dépendants".

2. La démocratie de la pauvreté et de la délinquance face à un Etat policier dilué

Au Mexique comme dans la majorité des pays du sud, les retards accumulés en matière de politique sociale sont tels que les stratégies de survie se multiplient et concernent une part de plus en plus importante de ce que l'on pourrait appeler une société parallèle, organisée autour de certaines activités illicites et criminelles comme le trafic de drogue. De la contagion exercée par cette société parallèle dépendra le devenir

5. Ce modèle qui avait justifié la migration de leurs parents, définit le travail comme valeur et pratique d'intégration sociale, mais aussi comme le fondement d'un système productif devant contribuer au développement de l'ensemble de la société.

6. Il s'agit des familles qui contrôlent, souvent de longue date, les institutions politiques et les instruments de l'économie, et dont les richesses (produites à partir d'alliances matrimoniales et de l'entretien de réseaux clientélistes) servent principalement à alimenter un capitalisme monopolistique ou de rente (ce dernier, qui ne favorise pas la réinjection des bénéfices dans la modernisation de l'outil de production, est actuellement en phase de restructuration, souvent au profit des tenants du capitalisme monopolistique jugé plus compétitif).

de l'actuel processus de démocratisation qui se trouve donc remis en cause à l'intérieur du système par la survivance des pratiques clientélistes liées à la corruption et à l'usage de la violence, mais également à sa marge où sont récupérées ces pratiques traditionnelles dans le but de "miner" le système lui-même.

Au niveau géopolitique, une interprétation hâtive pourrait conduire à penser que le trafic de drogue représente une inversion des rapports géopolitiques traditionnels puisque, à travers le produit et son commerce, le nord devient dépendant du sud, ne parvenant jamais à contrôler ni la production, ni la circulation, ni la transformation, ni la commercialisation de cette culture frappée d'interdit et qui semble se régénérer au fur et à mesure des "prises" policières; au sud, les bénéfiques; au nord, les coûts sociaux qui imposent la définition d'un cadre juridique et moral, ainsi que la mise en oeuvre de politiques de la santé et de stratégies policières. Cependant, en y regardant de plus près, on s'aperçoit que les effets de ce commerce dévoilent une toute autre réalité : d'une part, les bénéfiques réalisés par les trafiquants du sud sont blanchis et réinvestis au sein de l'appareil financier et productif des pays du nord; d'autre part, les pays du sud sont eux-mêmes impliqués, à travers une part de plus en plus importantes de leurs jeunes générations, dans la consommation des drogues qu'ils produisent; de plus, de par ses multiples causes et effets, la drogue pose un problème de société : elle cristallise les exclusions sociales, elle engendre une économie marginale et elle accroît la vulnérabilité (ou l'impuissance) du pouvoir politique.

Conforté par le recul des adhésions que suscitaient naguère les idéologies (le marxisme, la démocratie liée à l'Etat-providence) porteuses de la croyance en l'Etat, on assiste à un repli vers des valeurs culturelles spatialement éclatées (les cultures liées au quartier, aux territoires des bandes, aux réseaux locaux des trafics, à l'économie souterraine fondée sur la déviance et les bricolages locaux), mais symboliquement délocalisées (l'homogénéisation des biens de consommation, la mondialisation de l'information, la transcendance des paradis artificiels, la mythologie des villes spectacles).

Parallèlement, les instruments globaux d'intervention urbaine fondés sur le fonctionnalisme et mis en oeuvre dans le cadre des politiques nationales de l'Etat (aménagement du territoire, industrialisation, planification de la croissance urbaine, décentralisation) sont parvenus à une limite au-delà de laquelle l'Etat s'avère impuissant à agir. Aujourd'hui, la ville continue à attirer les hommes, mais elle les refoule en son sein plus qu'elle ne les intègre; elle dévore sans digérer. Telle est la raison pour laquelle les pouvoirs publics privilégient maintenant les politiques sectorielles gestionnaires (de la crise), les interventions ponctuelles et fragmentées sur le local, les mesures a posteriori d'urgence appliquées aux zones "critiques" (c'est-à-dire aux quartiers en situation d'implosion). La cause de toutes ces "cassures" urbaines et sociales est connue - reconnue par tous les acteurs - : le chômage puisque la déstructuration/restructuration de l'appareil productif ne permet plus d'assurer un emploi qui est le garant de l'intégration urbaine et sociale. Toutes ces mesures "au coup par coup" sont en fait révélatrices de l'impuissance de l'Etat libéral à intervenir au niveau global urbain, comme au niveau global économique. Le laisser-faire et la déréglementation paraissent les seuls recours

dont dispose l'Etat pour redynamiser le secteur économique; quant aux secteurs social et urbain, ils sont de plus en plus confiés aux "solidarités locales" dépourvues de moyens d'action durables et, en ce sens, on peut constater que l'Etat libéral occidental - sur la base d'un héritage acquis en période de croissance et qui lui permet d'amortir certains effets de la crise économique - est en train de reproduire les méthodes promues par les organismes internationaux au cours des années 70 et 80 pour restructurer les Etats et les économies des pays en développement; malheureusement, ces méthodes se sont avérées inefficaces pour relancer les économies, favoriser une meilleure redistribution des richesses nationales et donc réduire les inégalités sociales qui sont la source de toutes les exclusions.

Une nouvelle idéologie dominante s'est pourtant aujourd'hui substituée aux anciennes pour combler un vide, sans pour autant parvenir à satisfaire les demandes sociales : il s'agit de la croyance aux mécanismes du marché (comme résultant de la globalisation de l'économie). L'idéologie du marché, en tant que concept opérationnel de régulation économique, sociale et urbaine a été à l'origine de la mise en oeuvre de nouvelles politiques sociales (plus sélectives ainsi que le laissait prévoir le tarissement des ressources de l'Etat) et donc de nouvelles relations sociales. Si, d'un côté on a assisté à un désengagement de l'Etat, de l'autre s'est manifesté un désenchantement vis-à-vis de l'Etat qui a favorisé l'émergence d'une nouvelle culture (source de pratiques spécifiques adaptées) ; celle-ci pourrait être caractérisée par les tendances suivantes :

* la violence banalisée comme nouvelle forme de promotion sociale qui se substitue aux valeurs liées au travail;

* l'appropriation "séparée" de l'espace liée à l'apparition d'"ethnies urbaines" (comme les bandes), ferments d'identité et de fraternité territoriales ;

* la résurgence du sacré telle qu'elle peut se manifester à travers l'éclosion des sectes (sectes protestantes, mouvements charismatiques) qui injectent de la croyance spirituelle comme antidote à l'échec scolaire, à la marginalisation par le savoir et à l'absence d'engagement politique;

* la promotion par le sport comme instrument d'intégration sociale, canalisation de l'agressivité individuelle et défoulement collectif;

* le défi à l'autorité et le développement de stratégies de conflit vis-à-vis des parents ou de la force publique;

* la valorisation des activités souterraines illégales et l'attrait de l'argent facile (par les "coups" ou les trafics en tous genres et notamment celui de la drogue) qui dénotent une fuite dans le présent et une absence de perspectives d'avenir;

* la distinction de proximité qui résulte de l'abandon des valeurs universelles et peut conduire jusqu'au refus de l'autre et au racisme; ou inversement;

* la valorisation du métissage et l'apparition d'une culture "Kitsch" fondée sur la solidarité inter-raciale;

* la superposition d'un temps arrêté au local et la connexion médiatique au mondial;

* la tolérance d'un nouveau clientélisme d'affaires reposant sur des "pratiques de corruption", et qui impliquerait autant des acteurs institutionnalisés (les partis politiques, les syndicats, certaines administrations comme la police ou la justice) que les groupes sociaux marginalisés trouvant là une possibilité d'intégration sociale.

Tous ces indicateurs sont révélateurs de l'éclatement des cultures et de la transformation d'une société consensuelle "bloquée" en société "duale". De plus, la nouvelle culture qui émerge, en tant que culture de la marge, possède la caractéristique de la transnationalité. Toutes les populations marginalisées (et surtout une part importante des jeunes générations) des pays du sud et du nord, comme de l'est et de l'ouest sont impliquées dans la transformation de leur paysage culturel par l'adoption de pratiques de rejet ou de déviance qui tendent à se généraliser.

3. La nouvelle culture comme substitut des anciennes idéologies

Depuis que l'on a - peut-être un peu rapidement - annoncé le "temps final des idéologies", de nouvelles cultures ont donc été inventées pour combler le besoin d'identification sociale. Malgré les promesses contenues dans la nouvelle idéologie du marché, rien n'a changé dans la perception de la vie quotidienne de toutes ces populations urbaines livrées aux sacrifices de la crise et qui ne peuvent plus rien attendre d'un Etat providentiel lui-même acculé aux ajustements structurels imposés par les organismes financiers internationaux.

La crise est une réalité perçue quotidiennement par tous ceux dont l'énergie est captée à longueur de temps par la recherche au jour le jour des moyens de leur subsistance. L'idéologie, ils n'en ont cure; par contre la culture constitue une part importante de leur pain quotidien : elle contribue à façonner leur vision du monde et leurs aspirations, à sélectionner leurs centres d'intérêts, à fonder leurs modes de vie et de penser, à désigner leurs relations sociales, à diriger leurs mouvements dans le choix du quartier où ils vont habiter, dans la manière dont ils vont aménager leurs maisons, dont ils vont marquer leur sol. La culture, l'imbrication des cultures urbaine et rurale, régionale et nationale, est un déjà là qui demeure; c'est aussi un long processus soumis aux mutations du monde et à la circulation des hommes.

Qui parle d'idéologie ? L'instruit, le prêtre, le politicien, le professeur d'université, les anciens théoriciens de notre monde et leurs disciples contemporains. Un monde s'écroule, et un concept opérationnel serait entraîné dans la chute ? Plutôt que de mort de l'idéologie, il conviendrait peut-être mieux de relever la réduction des idéologies car certaines restent à l'oeuvre, structurant toujours les croyances de ceux qui en sont porteurs; par contre elles suscitent de moins en moins l'adhésion de ceux à qui elles sont destinées : ici se situerait peut-être le point de crise des idéologies. En attendant, ces idéologies ont marqué incontestablement le temps et l'histoire des peuples. Le messianisme que certaines contenaient en elles devait aboutir à une meilleure justice sociale, à la réduction des inégalités, à

la participation de tous aux affaires de la Cité, à la libération spirituelle par la scolarisation, à l'accès de tous aux services urbains, à la distribution des terres par la Réforme Agraire... Les peuples ont attendu car leur sagesse les conduisait à penser que tout ne pouvait se faire en un jour; des générations ont été sacrifiées. Les progrès étaient rapides, mais leurs bénéfices allaient à d'autres, ailleurs. Ici et là, presque partout, on attendait encore les bennes à ordures, et finalement on s'est lassé d'attendre des services qui ne pouvaient pas venir tellement les Etats étaient débordés et leurs finances taries par la crise économique.

Ailleurs, dans les bureaux, on continuait à faire des plans urbains qui étaient censés anticiper et orienter la croissance des villes. Lorsqu'ils étaient terminés et les zones artistiquement coloriées, on se rendait compte que la ville avait déjà rattrapé le plan; alors on recommençait un autre plan. De temps en temps, certaines secousses balayaient l'histoire des peuples (les dictatures militaires) ou l'espace des beaux quartiers (révoltes de la faim); le plus souvent, c'est la délinquance et l'économie souterraine qui progressaient. Le clientélisme (la culture) et la police (fille des pouvoirs qui se reproduisent) contenaient - et continuent à contenir - les mouvements de revendications.

Mais à la marge du système, organisée en société parallèle, une nouvelle culture s'est développée, fondée sur de nouveaux signes de reconnaissance et des modes de socialisation originaux, ouverte sur des possibilités de promotion individuelle. De nouvelles identités sont apparues; de nouvelles distinctions se sont imposées; de nouveaux rapports de production ont servi à mettre en oeuvre de nouveaux modes informels de distribution ou de répartition des richesses. Le lien social global s'est distendu mettant en péril l'unité des nations ainsi que la légitimité des régimes politiques et des Etats. Les deux mondes devaient finalement se croiser.



cahier du GEMDEV

GIS ÉCONOMIE MONDIALE, TIERS MONDE, DÉVELOPPEMENT

**RECHERCHES FRANCOPHONES
SUR LES DYNAMIQUES DES TIERS MONDES**

MUTATIONS SOCIALES ET ARTICULATION DES ESPACES RURAUX ET URBAINS